

« OASIS RÉUNION »
Soutien de Michel Duru
Directeur de recherche, chargé de mission à INRAE

Refonder notre système alimentaire : pourquoi et comment?

Pourquoi refonder notre système alimentaire?

Depuis une dizaine d'années, des scientifiques alertent sur le risque de crises systémiques liées à notre système alimentaire. La globalisation et l'industrialisation de l'agriculture, de la transformation et de la distribution, joint à une occidentalisation de l'alimentation, ont accru les émissions de gaz à effet de serre à l'origine du dérèglement climatique, l'érosion de la biodiversité et les pollutions, ainsi que les risques de maladies chroniques et infectieuses. Or ces grands maux apparus depuis environ un siècle, sont liés : la déforestation contribue au changement climatique et augmente le risque de zoonoses ; les maladies chroniques sont des facteurs de comorbidité des maladies infectieuses.

Dans les pays occidentaux, l'alimentation n'est donc ni saine pour notre santé, ni durable pour l'environnement. En particulier elle n'est plus compatible avec les engagements pris pour le climat. Poursuivre la trajectoire actuelle n'est donc pas tenable.

L'agriculture a sa part à jouer pour produire une alimentation plus durable. Il est aussi maintenant attendu qu'elle fournisse des biens et services à la société, par exemple de l'énergie et de la séquestration de carbone. Plusieurs propositions se distinguent pour relever ces défis. Certaines portent exclusivement sur l'agriculture ; d'autres concernent l'ensemble du système alimentaire, c'est à dire la collecte, le stockage, la transformation, la distribution et l'accès du consommateur à une alimentation saine et durable. En outre, il y a urgence.

L'Europe s'est engagée à diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture d'ici 2050, principalement le méthane et le protoxyde d'azote qui sont majoritairement dues à l'élevage ; elle reconnaît aussi la nécessité de séquestrer du carbone (actuellement les sols cultivés en déstockent...) pour parvenir à la neutralité carbone. Elle prévoit également la réduction de moitié des pesticides. Mais les politiques correspondantes promeuvent le plus souvent des innovations de type paramétrique, conçues séparément pour l'agriculture, l'alimentation et les chaînes de valeurs. Ainsi, en agriculture, l'accent est mis sur les technologies ou les intrants de substitution pour réduire les impacts. Mais de telles politiques sectorisées par problème (les nitrates, les pesticides.....) en considérant les enjeux séparément ne permettent pas de faire face à leur diversité, sans compter les possibles effets rebonds, notamment sur la biodiversité comme l'apparition de résistances aux pesticides. En élevage, l'accent est mis sur le bien-être animal et le renforcement de l'autonomie en protéines par le développement de légumineuses à graine pour stopper les importations de tourteaux de soja en partie à l'origine de

la déforestation. Mais la réduction de l'élevage n'est jamais envisagée alors que plus des 2/3 des émissions lui sont attribuables. Comment faire dès lors, sachant que les innovations paramétriques ne permettront de réduire les émissions que de 20% ? Quant à l'alimentation, elle n'est révisée qu'à la marge : quelques encouragements à manger plus de fruits et légumes, plus de fibres, à consommer moins de produits ultra transformés, moins de viande (pour ceux d'entre nous en consommant le plus). Les politiques ne sont pas suffisamment préventives pour la santé et n'incluent pas vraiment les enjeux environnementaux (Plan National Nutrition Santé). Enfin, le système alimentaire repose toujours sur des économies d'échelle et d'agglomération soutenues par des accords de libre-échange. Si ceux-ci permettent des réductions de prix, ils favorisent toujours davantage la spécialisation des régions et des continents. Ils soutiennent donc la destruction d'habitats naturels impactant la biodiversité, et accroissent notre dépendance aux produits importés. Par exemple la plupart des fruits et légumes qui nous viennent du sud de l'Europe (et dont notre alimentation reste déficitaire) pourraient être cultivés en France, près des zones urbaines, évitant le transport sur de longues distances de produits riches en eau et meilleurs frais, et créant de l'emploi localement.

Comment refonder notre système alimentaire?

Faire face à de tels défis interdépendant nécessite une vision holistique du système alimentaire pour éviter les effets rebonds. Trois types de changements doivent alors être coordonnés "du champ à l'assiette" pour réduire les impacts mais aussi fournir des services à la société.

En agriculture, la diversification des cultures (rotation, intercultures, cultures associées, agroforesterie...) et le développement d'infrastructures écologiques (haies, bandes enherbées...), ainsi que la réduction de travail du sol, sont des leviers incontournables pour fournir une diversité de services à la société: sécurité alimentaire, épuration de l'eau, séquestration du carbone.... c'est l'agroécologie.

Pour l'alimentation, il est nécessaire d'adopter un régime plus « végétalisé » pour vraiment atteindre les objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre, plus « varié » et plus « vrai », c'est à dire moins dépendant des produits ultra-transformés pour assurer un apport suffisant en micronutriments et minimiser certains additifs à risque pour la santé. Cela correspond à un régime « 3V¹ » : végétalisé (moins de viande), vrai (moins d'aliments ultra-transformés) et diversifié. Ces objectifs nécessitent de diversifier les cultures et de revoir la transformation des matières premières agricoles.

En outre, la territorialisation des systèmes alimentaires est le prérequis pour une alternative au modèle actuel. La mise en œuvre repose sur quatre principes interdépendants² : qualité des produits, autonomie, proximité et solidarité, qui supposent de renforcer la souveraineté alimentaire. La « qualité » désigne des composantes nutritionnelles, sensorielles et culturelles optimales des produits alimentaires. « L'autonomie » suppose l'accroissement de l'autosuffisance en intrants pour l'agriculture et en denrées alimentaires de base : il s'agit de limiter la longueur et la complexité des filières agroindustrielles mondialisées et des dispositifs logistiques et de gouvernance les accompagnant. Le « principe de proximité » nécessite de développer des synergies entre activités agricoles (culture, élevage, forêt) au sein des écosystèmes et de renforcer la valorisation locale des matières premières agricoles, par la formation de réseaux contractuels,

¹ <http://www.anthonyfardet.com>

² <https://classiques-garnier.com/systemes-alimentaires-food-systems-2020-n-5-varia-editorial.html>

favorables au partage de la valeur, pour l'engraissement des animaux, par exemple, et la fabrication d'aliments peu transformés. La « solidarité » passe par des statuts d'entreprises intégrant la responsabilité sociale et environnementale, ou des formes coopératives d'organisation des filières avec une mutualisation des ressources.

La Réunion: un territoire emblématique pour passer des principes à l'action

Les politiques publiques nationales et internationales n'étant pas suffisamment préventives et systémiques pour traiter les maux dans leur ensemble, c'est au niveau des territoires que des initiatives doivent se prendre.

En outre, La Réunion, de par ses caractéristiques (très faible autonomie alimentaire, éloignement de la métropole et d'autres pays, forte densité de population...), constitue un terrain d'école pour mettre en oeuvre les principes d'un système agri-alimentaire territorialisé. Sur un petit territoire, l'ensemble des acteurs économiques sont présents, ce qui est nécessaire pour prendre en compte les différents points de vue et faire en sorte que les acteurs de l'agriculture et de l'environnement soient sensibles aux enjeux d'alimentation et de santé, et que réciproquement les acteurs de l'alimentation (restauration collective, distributeurs...) et de la santé (médecin, agence de santé...) connaissent le terrain agricole avec ses atouts et difficultés en particulier économiques.

Le projet du collectif Oasis Réunion est à ce titre exemplaire. Les ambitions sont à la hauteur des enjeux. Tous les acteurs du système agri-alimentaire sont présents sur l'île. Les conditions sont réunies pour que ce projet soit une réussite et constitue un modèle pour d'autres territoires.



*Michel Duru,
Directeur de recherche,
chargé de mission à INRAE*

Pour en savoir plus:

<https://up-magazine.info/securite-alimentaire-2/90295-notre-systeme-alimentaire-est-au-coeur-des-crisis-sanitaires-et-environnementales/>

Crises environnementales et sanitaires : des maladies de l'anthropocène qui appellent à refonder notre système alimentaire

<https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/abs/2020/01/cagri200149/cagri200149.html>

Une approche holistique de l'élevage, au cœur des enjeux de santé animale, humaine et environnementale

https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/full_html/2021/01/cagri200229/cagri200229.html